

Territoire palestinien : une crise alimentaire menace à Gaza



11 avril 2006 – Alors que s'accroissent les violences contre les civils à Gaza en représailles aux attaques à la roquette contre Israël, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens prévient qu'une crise alimentaire se profile si le passage douanier réservé au commerce avec Israël n'est pas rouvert très bientôt.

« Une nouvelle semaine de fermeture du poste frontière commercial de Karni entre Israël et la Bande de Gaza accroît les difficultés auxquels font face les réfugiés palestiniens vivant à Gaza », affirme l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNWRA](#)) dans un communiqué publié aujourd'hui à Gaza.

« Cela, consécutivement à un week-end au cours duquel 14 Palestiniens ont été tués, des manifestations de réfugiés agriculteurs qui n'ont toujours pas reçu de compensation du fait de la grippe aviaire et des manifestations contre l'arrêt du financement » de l'Autorité palestinienne.

« Si le passage de Karni reste fermé, nous allons une fois de plus lancer le compte à rebours qui nous sépare d'une crise alimentaire », a déclaré John Ging, directeur de l'UNRWA à Gaza.

Selon l'agence des Nations Unies, 765.000 réfugiés dépendent des distributions alimentaires de blé, d'huile, de sucre et d'autres produits de base.

« Le compte à rebours est entamé et nous devons cesser les distributions complètement pour la seconde fois en moins d'un mois si le passage n'est pas réouvert immédiatement », a-t-il déclaré.

« D'un point de vue humanitaire, la situation à Gaza est sombre en ce moment », a déclaré John Ging, citant l'insécurité qui rend la fourniture de services humanitaires très difficiles ainsi que le risque d'une épidémie de grippe aviaire.

John Ging a aussi indiqué que l'UNWRA ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face aux besoins actuels, alors qu'elle doit s'acquitter de près de 900.000 dollars de pénalités portuaires et d'autres charges en raison de la fermeture du passage de Karni.

Lors de la dernière [séance](#) au Conseil de sécurité consacrée à la situation au Moyen-Orient, le représentant israélien, Daniel Carmo, a déclaré que son pays vivait un « dilemme entre les impératifs de sécurité, le bien-être des citoyens israéliens et l'atténuation des difficultés d'ordre humanitaire que connaissent les Palestiniens ».

« Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que les Palestiniens reçoivent l'aide humanitaire dont ils ont besoin. Toutefois, nous ne pouvons pas

compromettre notre sécurité et celle de nos citoyens qui constituent notre priorité », a affirmé le représentant d'Israël.

Pour sa part, le représentant palestinien a estimé que « parce qu'il n'a pas été négocié avec la partie palestinienne, le retrait [israélien] de Gaza est un échec ». « Gaza est en réalité devenue une gigantesque prison », avait-il ajouté.

Réagissant dimanche aux violences de ces derniers jours en Israël et dans les territoires palestiniens, le Secrétaire général a [appelé](#) « les deux camps à agir en conformité avec la loi et à se garder de toute initiative qui pourrait exacerber les violences ».

Le Secrétaire général s'est déclaré « très inquiet de la poursuite et de l'intensification de la violence en Israël et dans les territoires occupés palestiniens », citant notamment les attaques aveugles à la roquette contre Israël depuis Gaza, un attentat suicide la semaine dernière et les importantes opérations de représailles israéliennes ».

Kofi Annan a « appelé l'Autorité palestinienne à prendre clairement position contre la violence et à agir fermement contre les auteurs des attaques à la roquette et des attentats suicides ». Il a appelé aussi « le gouvernement d'Israël à s'assurer que ses réponses sont proportionnées et ne mettent pas en danger les populations civiles ».

A la fin du mois de mars, prenant note du fait que le nouveau gouvernement palestinien dirigé par le Hamas n'avait toujours pas accepté de renoncer à la violence et de reconnaître Israël, le Quatuor pour le Moyen-Orient a [rappelé](#) que son assistance restait conditionnée au respect de ces principes et qu'à défaut il y aurait un « effet direct inévitable ».

L'Union européenne et les Etats-Unis ont annoncé la suspension de l'aide financière directe avec le nouveau gouvernement palestinien dirigé par le Hamas.